



World Food Programme
Programme Alimentaire Mondial
Programa Mundial de Alimentos
برنامج الأغذية العالمي

Conseil d'administration
Deuxième session ordinaire
Rome, 26-30 novembre 2018

Distribution: générale	Point 8 de l'ordre du jour
Date: 3 septembre 2018	WFP/EB.2/2018/8-A/4/DRAFT
Original: anglais	Questions opérationnelles – Plan stratégiques de pays
	Pour approbation

Les documents du Conseil d'administration sont disponibles sur le site Web du PAM (<https://executiveboard.wfp.org/fr>).

Projet de plan stratégique de pays – Ghana (2019-2023)

Durée	1 ^{er} janvier 2019-31 décembre 2023
Coût total pour le PAM	72 047 570 dollars É.-U.
Marqueur de l'âge et de l'égalité hommes-femmes*	3

* <http://gender.manuals.wfp.org/en/gender-toolkit/gender-in-programming/gender-and-age-marker/>

Résumé

Le Ghana, classé parmi les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, compte 28 millions d'habitants. Son produit intérieur brut par habitant était de 1 340 dollars É.-U. en 2015. Malgré une baisse récente de la pauvreté extrême, les acquis du développement sont inégalement répartis et les inégalités les plus criantes touchent la pauvreté et la nutrition. Les perspectives de la sécurité alimentaire et nutritionnelle s'améliorent mais les carences en micronutriments sont courantes, notamment chez les femmes et les enfants, et le retard de croissance, le surpoids et l'obésité sont en augmentation.

L'examen stratégique Faim zéro de 2017 a défini les priorités ci-après:

- tenter de régler la question du triple fardeau de la malnutrition;
- réduire les pertes après récolte;
- resserrer les liens entre les petits exploitants et les marchés;
- renforcer la valeur et la sécurité sanitaire des aliments dans les chaînes de valeur;

Coordonnateurs responsables:

M. A. Dieng
Directeur régional
Afrique de l'Ouest
courriel: abdou.dieng@wfp.org

Mme R. Yacoub
Directrice de pays
courriel: rukia.yacoub@wfp.org

- cartographier les populations exposées à l'insécurité alimentaire pour améliorer le ciblage des programmes de protection sociale, de sécurité nutritionnelle, de préparation aux situations d'urgence et des interventions en cas de crise; et
- renforcer les capacités gouvernementales à mettre en œuvre les politiques et programmes de sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Le présent plan stratégique de pays a été établi à partir des résultats de l'examen stratégique Faim zéro et de plusieurs évaluations; il est conforme aux plans et politiques des pouvoirs publics, notamment le programme concerté des politiques de développement économique et social pour 2017-2024, ainsi que les programmes Planter pour produire de la nourriture et des emplois et Un District, un entrepôt. Dans le cadre de ce plan stratégique de pays, le Bureau du PAM au Ghana poursuivra le passage déjà amorcé à un rôle de catalyseur et d'appui au Gouvernement.

Le PAM a pour ambition de contribuer à l'instauration de systèmes alimentaires efficaces, équitables, résilients et inclusifs dans le but d'aider à faire reculer le retard de croissance et les carences en micronutriments; pour ce faire, il fournira un appui technique et un soutien à l'élaboration de politiques visant à intensifier les programmes de protection sociale à dimension nutritionnelle et tenant compte de la problématique hommes-femmes et encouragera les partenariats entre les secteurs public et privé pour améliorer la disponibilité et l'accessibilité d'aliments nutritifs – notamment d'aliments nutritifs spécialisés – à des prix abordables. Le PAM collaborera avec les ministères et les acteurs du secteur privé pour sensibiliser la population aux bonnes habitudes alimentaires, et ciblera les petits exploitants, les producteurs d'aliments transformés, les enfants âgés de 6 à 23 mois, les filles et les femmes enceintes et allaitantes et les adolescentes.

Les effets directs stratégiques du plan stratégique de pays sont les suivants:

- *Effet direct stratégique 1:* L'état nutritionnel des populations vulnérables, notamment celui des enfants et des femmes en âge de procréer, s'améliore dans les régions où le nombre d'enfants souffrant de retard de croissance est le plus élevé, pour atteindre les cibles nationales d'ici à 2025.
- *Effet direct stratégique 2:* D'ici à 2030, les populations et communautés ciblées bénéficient de systèmes alimentaires plus efficaces, inclusifs et résilients qui renforcent les chaînes de valeur pour la nutrition.
- *Effet direct stratégique 3:* D'ici à 2030, la capacité des institutions locales et nationales de cibler et gérer les programmes de sécurité alimentaire, de nutrition et de protection sociale est renforcée.
- *Effet direct stratégique 4:* L'action menée par le Gouvernement pour éliminer la faim d'ici à 2030 est soutenue par des campagnes de sensibilisation et des cadres d'action cohérents.

Le plan stratégique de pays consiste à renforcer la capacité et stimuler la volonté du secteur privé de produire et de commercialiser des aliments nutritifs et sains à des prix abordables; favoriser un accroissement de la demande d'aliments nutritifs et sensibiliser la population grâce à des activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements; recourir davantage aux approches commerciales pour améliorer la nutrition parmi les groupes de population ayant un pouvoir d'achat suffisant; et veiller à ce que les programmes de protection sociale répondent bien aux besoins nutritionnels des plus vulnérables. Les partenariats public-privé du PAM se concentreront sur les petits exploitants en vue d'améliorer la gestion après récolte pour satisfaire aux exigences du secteur privé en matière de qualité, sur les producteurs locaux de produits transformés pour qu'ils améliorent la sécurité sanitaire et la qualité de leur production et sur l'instauration de chaînes d'approvisionnement efficaces. S'agissant de la communication visant à faire évoluer la société et les comportements, les entités du secteur public collaboreront avec le Service ghanéen de la santé; l'Administration chargée du contrôle des

produits alimentaires et pharmaceutiques recevra une aide pour améliorer les contrôles de qualité de la farine enrichie. Les organismes ayant leur siège à Rome collaboreront avec le Ministère de l'alimentation et de l'agriculture pour promouvoir une gestion saine des activités agricoles et après récolte, la réduction des pertes après récolte et offrir aux paysans davantage de débouchés commerciaux. Le plan stratégique de pays contribuera à la gestion des risques climatiques; pour ce faire, il renforcera les capacités gouvernementales en vue d'améliorer le système d'alerte rapide dans les domaines de la réduction des risques de catastrophe, de la préparation aux situations d'urgence et des interventions en cas de crise. Le programme d'alimentation scolaire, qui a été entièrement repris par le Gouvernement en décembre 2016, bénéficiera d'une assistance technique.

Le plan stratégique de pays contribue au Programme concerté des politiques de développement économique et social pour 2017-2024, aux plans sectoriels pour l'agriculture et la nutrition, et aux objectifs de développement durable 2 et 17. Il est conforme aux résultats stratégiques 2, 4, 5 et 6 du PAM.

Projet de décision*

Le Conseil approuve le plan stratégique pour le Ghana (2019–2023) (WFP/EB.2/2018/8-A/4), pour un coût total pour le PAM de 72 047 570 dollars É.-U.

* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.

1. Analyse de la situation

1.1 Contexte national

1. Le Ghana, classé parmi les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, comptait 28 millions d'habitants en 2016¹. Son produit intérieur brut (PIB) par habitant était de 1 340 dollars en 2015². Il ressort du Cadre de partenariat des Nations Unies pour le développement durable (2018-2022) que de manière générale, les conditions de vie et les services publics ne correspondent à pas ceux d'un pays à revenu intermédiaire³. Le Ghana se classe 139^{ème} sur 188 pays selon l'indice de développement humain. Son indice de développement corrigé de l'inégalité entre les sexes⁴ est de 0,899 et le score de 0,695 obtenu selon l'indice de parité entre les sexes en 2017 le place au 72^{ème} rang sur les 144 pays classés selon l'indice mondial des disparités entre hommes et femmes⁵.
2. Le Ghana s'est affirmé comme une démocratie multipartite au cours des 20 dernières années et compte parmi les premiers pays d'Afrique pour la liberté de la presse et la liberté d'expression⁶. Le taux de pauvreté a chuté de 56,5 pour cent en 1992 à 24,2 pour cent en 2013, mais les inégalités de revenu s'accroissent, notamment entre les hommes et les femmes et entre les régions; les acquis du développement sont aussi inégalement répartis⁷. Il ressort des cinquième et sixième enquêtes sur les conditions de vie au Ghana que le 35 pour cent de ménages dirigés par une femme s'en sortent mieux que ceux ayant un homme à leur tête. La sixième enquête précise que l'incidence de la pauvreté parmi les ménages dirigés par un homme est de 25,9 pour cent, contre 19,1 pour cent parmi ceux ayant une femme à leur tête.
3. Le Ghana a atteint l'objectif du Millénaire pour le développement consistant à garantir à tous l'accès à l'éducation de base et à l'enseignement primaire; il est parvenu à la parité des sexes à l'école primaire et au collège et vise maintenant à améliorer le taux de poursuite des études et la qualité de l'enseignement⁸. La gratuité des études au lycée a commencé à être introduite en 2018. Le programme national de repas scolaires bénéficie à 2 174 000 élèves de 7 950 écoles primaires publiques – soit 49 pour cent de l'ensemble des effectifs scolaires.
4. La Constitution garantit l'égalité entre les sexes et la protection contre la discrimination et les violences sexistes. La politique nationale de 2015 en matière de problématique hommes-femmes s'emploie à lutter contre la marginalisation et s'efforce d'intégrer les problèmes de parité dans les processus nationaux de développement. Bien que le Ghana ait promulgué en 2006 une loi sur la protection des personnes handicapées et ait ratifié la Convention relative aux droits des personnes handicapées et adhéré à la Décennie africaine des personnes handicapées, des difficultés persistent concernant les libertés, les droits humains et la dignité des personnes handicapées et d'autres groupes vulnérables tels que les filles et les femmes marginalisées.

¹ Voir: <http://www.worldbank.org/en/country/ghana/overview>.

² Fonds monétaire international. 2016. *Perspectives de l'économie mondiale*.

³ On constate de fortes disparités entre les villes et les campagnes et en fonction des régions tant au niveau de la situation économique que des conditions de vie. Voir: Ecker, O. et Van Asselt, J. 2017.

⁴ Programme de Nations Unies pour le développement (PNUD). 2016. *Rapport sur le développement humain*. New York.

⁵ L'indice mondial des disparités entre hommes et femmes mesure l'écart qui sépare les femmes des hommes dans les domaines de la santé, de l'éducation, de l'économie et de la politique.

⁶ Voir: <http://www.worldbank.org/en/country/ghana/overview>. Seuls 12,7 pour cent des membres du Parlement sont des femmes.

⁷ Voir: <http://documents.worldbank.org/curated/en/327991468749359208/pdf/P1142640PID0Ap031201201328048722359.pdf>.

⁸ Voir: <http://gh.one.un.org/content/unct/ghana/en/home/global-agenda-in-ghana/millennium-development-goals.html>.

1.2 Progrès vers la réalisation de l'objectif de développement durable 2

Progrès vers la réalisation des cibles de l'objectif de développement durable 2

5. *Accès à la nourriture.* La pauvreté est l'une des principales causes de la faim et de la malnutrition. Le phénomène d'urbanisation est rapide, mais la pauvreté et l'insécurité alimentaire sont surtout un problème rural lié à l'inefficacité des systèmes alimentaires. Ainsi, les paysans doivent faire face à de nombreuses difficultés: changements climatiques, prix bas, marchés inadaptés, éducation et connaissances insuffisantes, systèmes agricoles non durables, et facteurs socioculturels préjudiciables aux agricultrices.
6. La faim a diminué de 75 pour cent depuis les années 1990, le nombre des personnes souffrant de malnutrition étant passé de 7 millions à moins de 1 million en 2015 (examen stratégique Faim zéro de 2018). Pourtant, faim et malnutrition sévissent encore, notamment dans les régions du Nord, du Haut Ghana oriental et du Haut Ghana occidental: 20 à 37 pour cent des ménages sont exposés à l'insécurité alimentaire et celle-ci menace deux fois plus les ménages dirigés par une femme que ceux ayant un homme à leur tête (analyse approfondie de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité, 2012). En 2016, 20,8 pour cent des ménages de la région du Haut Ghana oriental étaient en situation d'insécurité alimentaire grave ou modérée⁹. On estime qu'entre juin et août 2018, 3 775 679 personnes seront en situation de vulnérabilité et 174 778 en situation de crise dans les régions du Nord, du Haut Ghana oriental et du Haut Ghana occidental¹⁰.
7. *Mettre un terme à la malnutrition.* Bien que la proportion d'enfants de moins de 5 ans souffrant de retard de croissance ait chuté, passant de 35 pour cent en 2003 à 19 pour cent en 2014, le triple fardeau de la malnutrition – retard de croissance, surpoids/obésité et carence en micronutriments – subsiste. Trente-trois pour cent des enfants de moins de 5 ans de la région du Nord souffrent de retard de croissance; la région Ashanti, plus peuplée, est la deuxième la plus touchée. La suralimentation fait son apparition dans tous les groupes de population: d'après l'enquête sanitaire et démographique de 2014, 40 pour cent des femmes seraient en surpoids ou obèses¹¹ – et dans les villes, ce chiffre atteindrait 49 pour cent¹². C'est dans la région Nord que la prévalence est la plus faible.
8. Une analyse réalisée en 2017 par l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires relevait que "[...] l'insécurité alimentaire et nutritionnelle et ses conséquences sur la nutrition – en particulier les carences en micronutriments – restent les problèmes de nutrition les plus urgents à résoudre au Ghana, même si la suralimentation progresse rapidement". L'enquête démographique et sanitaire de 2014 a fait apparaître une prévalence de l'anémie de 67 pour cent chez les enfants de moins de 5 ans et supérieure à 82 pour cent dans la région du Nord. Au niveau national, 42 pour cent des femmes en âge de procréer et 47,7 pour cent des filles âgées de 15 à 19 ans souffrent d'anémie et seuls 13 pour cent des enfants de moins de 2 ans reçoivent un apport alimentaire minimum acceptable.
9. Les femmes et les enfants de moins de 2 ans en milieu rural sont les groupes les plus touchés par les troubles associés à la dénutrition. Dans le Haut Ghana oriental, seuls 29 pour cent des femmes ont un apport alimentaire minimum varié et dans le Haut Ghana occidental, seuls 5 pour cent des enfants âgés de 6 à 23 mois reçoivent un apport alimentaire minimum acceptable¹³. Parmi les causes de la dénutrition infantile, on peut citer: l'insécurité alimentaire, les inégalités entre les sexes, des pratiques alimentaires

⁹ PAM. 2016. *Emergency Food Security and Market Assessment, Ghana*.

¹⁰ Cadre harmonisé de mars 2018 pour détecter les zones à risque et les populations exposées à l'insécurité alimentaire au Sahel et en Afrique de l'Ouest.

¹¹ La prévalence du surpoids et de l'obésité est de 16 pour cent chez les hommes.

¹² Voir: <http://extwprlegs1.fao.org/docs/pdf/gha145267.pdf>.

¹³ PAM. 2018. *Plan stratégique de pays provisoire de transition pour le Ghana*. Rome.

inadaptées, une alimentation peu variée et un accès limité aux services de santé; les facteurs culturels influencent également l'apport en nutriments¹⁴.

10. *Productivité et revenus des petits exploitants.* L'agriculture est essentiellement le fait de petits exploitants qui ne pratiquent pas l'irrigation et font peu usage des semences améliorées, des engrais, des machines et des installations après récolte. Les femmes constituent 52 pour cent de la main-d'œuvre agricole, 70 pour cent des cultivateurs et 85 pour cent des distributeurs de produits alimentaires. Leur manque d'accès à la terre¹⁵, à la main-d'œuvre, à la technologie et au crédit limite leur productivité, et constitue un frein au développement tant communautaire que national¹⁶.
11. Si le Ghana a enregistré de modestes gains de productivité dans la culture du maïs, du riz, du manioc, des ignames et du soja, la productivité des cultures de base telles que la banane plantain, le chou caraïbe, le sorgho, le mil, l'arachide et le niébé a diminué, de même que les travaux de recherche dans ce domaine. Cette situation est préoccupante car ces cultures sont indispensables à la bonne alimentation des familles rurales et urbaines.
12. Les coûts de production de la petite agriculture étant élevés, le secteur reste non compétitif et les revenus faibles, ce qui décourage les jeunes et les pousse vers les villes à la recherche d'un emploi. La méconnaissance du rôle important que peuvent jouer les produits locaux pour améliorer la nutrition constitue un frein à l'augmentation de la productivité, et partant, des revenus¹⁷.
13. *Systèmes alimentaires durables.* L'examen stratégique Faim zéro souligne que les systèmes alimentaires ne sont ni viables ni efficaces et que les pertes après récolte sont élevées. En 2010, le Ministère de l'environnement, de la science, de la technologie et de l'innovation a estimé que la moitié des cultures produites ne parvenaient pas jusqu'au consommateur.
14. La productivité agricole recule en raison d'une diminution des terres disponibles: cela s'explique par la pression démographique, des usages antagoniques des terres, la dégradation des sols, la rareté de l'eau, la désertification, et les changements climatiques¹⁸ qui affectent plus particulièrement les petits exploitants qui pratiquent une agriculture pluviale. La zone écologique septentrionale de savane, sujette aux inondations et aux épisodes de sécheresse, est particulièrement vulnérable aux changements climatiques.
15. La Banque africaine de développement a relevé qu'en 2013, le Ghana avait perdu 3,2 millions de tonnes de produits alimentaires, estimées à 8,9 milliards de dollars, en raison de mauvaises pratiques de gestion après récolte¹⁹. Cela, ainsi que l'absence de lien dans les chaînes de valeur alimentaires, constituent un problème pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle, et le taux élevé de pertes après récolte réduit les bénéfices des investissements agricoles. Le Ghana est le seul pays à connaître une forte stabilité, mais

¹⁴ Examen stratégique Faim zéro, 2018.

¹⁵ Les hommes et les femmes n'ont pas le même accès à la terre même une fois que les obstacles liés à la problématique hommes-femmes ont été levés.

¹⁶ Il existe une division du travail fondée sur le sexe, selon laquelle la responsabilité des décisions et de l'agriculture mécanisée revient aux hommes. Opare J. & Wrigley-Asante C. 2008. *Assessment of the Gender and Agricultural Development Strategy*. Ministère de l'alimentation et de l'agriculture; Coalition on the Women's Manifesto for Ghana. 2004. *The Women's Manifesto for Ghana*. <http://library.fes.de/pdf-files/bueros/ghana/02983.pdf>; et Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). 2018. *National gender profile of agriculture and rural livelihoods - Ghana*. <http://www.fao.org/3/i8639en/i8639EN.pdf>.

¹⁷ Cette situation pèse sur le revenu des femmes, qui sont majoritaires dans ce secteur. Voir FAO, 2018.

¹⁸ Voir: <http://www.rtb.cgiar.org/blog/2016/04/01/agri-food-systems-research-and-poverty-in-ghana/>

¹⁹ Voir: <https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000069833/download/>

dont le système alimentaire ne fonctionne pas bien et dont l'incidence de la faim se situe à un niveau moyen²⁰.

Environnement macroéconomique

16. Le rapport de 2018 sur les Perspectives économiques en Afrique signale un fort ralentissement de la croissance économique, qui est passée de 14 pour cent en 2011, année du démarrage de la production pétrolière, à 3,5 pour cent en 2016 – le niveau le plus bas de ces 20 dernières années²¹. En 2017, la croissance a repris, se hissant à 6,3 pour cent, mais les inégalités socio-économiques se creusent comme le traduit un coefficient de Gini de 42. Selon les prévisions, la croissance économique devrait s'accélérer pour atteindre 8,5 pour cent en 2018 avant de se tasser en 2019, à 6,2 pour cent. Une production pétrolière plus forte, un contrôle plus strict des dépenses et une amélioration de la collecte de l'impôt pourraient doper les revenus des pouvoirs publics.
17. En tant que pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, le Ghana n'est pas habilité à recevoir des subventions ni des ressources financières à des conditions de faveur²² et se heurte à des contraintes fiscales supplémentaires dues aux limitations imposées aux dépenses publiques et aux emprunts du Gouvernement par un programme du Fonds monétaire international. La mobilisation des ressources intérieures est faible²³ et avec un ratio dette/PIB de 73,3 pour cent, le Ghana risque le surendettement²⁴. Le programme d'assainissement des finances publiques mis en place par le Gouvernement privilégie donc la viabilité de la dette et une mobilisation accrue des ressources intérieures.

Principaux liens intersectoriels

18. Les objectifs de développement durable (ODD) ont été intégrés dans les politiques nationales de développement. L'élimination de la faim (ODD 2) est liée à d'autres ODD, notamment l'ODD 1 qui porte sur la pauvreté, l'ODD 3 sur la santé, l'ODD 4 sur l'éducation et l'ODD 5 sur l'égalité des sexes. L'ODD 17 tire parti des partenariats multipartites pour améliorer les connaissances, le savoir-faire, la technologie et les ressources financières et faciliter ainsi la réalisation de l'ensemble des ODD.
19. Malgré les progrès dont font état les indicateurs de santé tels que l'incidence du VIH/sida et du paludisme, la santé maternelle²⁵ et infantile demeure un problème de santé publique. La malnutrition est une cause indirecte majeure de mortalité infantile.
20. La sécurité alimentaire et nutritionnelle est un concept multidisciplinaire qui exige la participation de tous les secteurs, notamment l'agriculture, la santé, la nutrition et la protection sociale dans la perspective de l'élimination de la faim. Un comité interministériel sera mis en place au sein du Cabinet du Président en 2018 pour promouvoir l'action engagée pour atteindre l'ODD 2.

²⁰ PAM. 2016. *Towards Systemic Food Assistance. Fighting Hunger through a Food Systems Approach*. Rome.

²¹ Voir: https://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Publications/African_Economic_Outlook_2018_-_EN.pdf

²² L'aide publique au développement, en pourcentage du PIB, a baissé de 12,5 pour cent en moyenne entre 2000 et 2005 à 0,8 pour cent en 2016.

²³ Le ratio des impôts rapportés au PIB est faible, à environ 16 pour cent.

²⁴ Banque africaine de développement. 2018. *Perspectives économiques en Afrique*. https://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Publications/African_Economic_Outlook_2018_-_EN.pdf

²⁵ La mortalité maternelle diminue mais reste supérieure à la cible de 185/100 000 enfants nés vivants fixée par les objectifs du Millénaire pour le développement. Entre 1995 et 2015, la mortalité maternelle est tombée de 650/100 000 à 385/100 000 enfants nés vivants.

1.3 Lacunes et problèmes liés à la faim

21. L'insécurité alimentaire affecte 5 pour cent de la population – 1,2 million de personnes – les zones les plus touchées étant les trois régions septentrionales²⁶. Les problèmes de sécurité alimentaire mis en évidence lors de l'examen stratégique Faim zéro sont les suivants:
- capacités insuffisantes et mauvaise compréhension des politiques, stratégies et plans au niveau des régions et des districts;
 - manque de données probantes;
 - mauvais ciblage des politiques, des stratégies et des plans;
 - programmes dictés par les donateurs, dotés d'une faible couverture et sans réelles perspectives à long terme;
 - faiblesse des liens entre l'agriculture, la nutrition et la protection sociale au niveau de la production et de la consommation;
 - inégalités entre les sexes et mauvaise compréhension des rôles dévolus à chacun des sexes et des problèmes générationnels;
 - attention insuffisante portée aux carences en micronutriments malgré les taux d'anémie très élevés observés chez les femmes et les enfants;
 - attention insuffisante accordée à la surnutrition et à l'obésité;
 - collaboration interministérielle déficiente; et
 - promotion insuffisante des aliments biologiquement enrichis.
22. Une étude sur le coût de la faim en Afrique menée en 2016 au Ghana a estimé que les coûts d'opportunité en matière de santé, d'éducation et de productivité causés par le manque d'investissement en nutrition représentaient chaque année 6 pour cent du PIB²⁷.

1.4 Priorités pour le pays

Priorités du Gouvernement

23. Le programme concerté des politiques de développement économique et social pour 2017-2024 (PCPDES) définit les orientations gouvernementales pour un développement économique et social durable. Les interventions en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle prévoient: la prévention des pertes de produits alimentaires au niveau des exploitations; la promotion de la production et de la consommation d'aliments nutritifs locaux; le renforcement des systèmes d'alerte rapide et de préparation aux situations d'urgence; la réduction de la malnutrition à tous les niveaux et l'élimination du surpoids et de l'obésité tant chez les enfants que chez les adultes; et la promotion de la recherche et du développement.
24. La politique de développement économique du PCPDES propose quatre programmes présentant un intérêt pour le PAM:
- Planter pour produire de la nourriture et des emplois, qui vise à dynamiser la production alimentaire, accroître les rendements et générer des revenus;

²⁶ PAM. 2009. *Enquête approfondie sur la sécurité alimentaire et la vulnérabilité*.

²⁷ Gouvernement du Ghana *et al.* 2016. *The Cost of Hunger in Africa: Social and Economic Impact of Child Undernutrition in Ghana*.

- Un district, un entrepôt, qui a pour but de construire des entrepôts d'une capacité de 1 000 tonnes dans les 216 districts, de réduire au minimum les pertes après récolte et d'entreposer les excédents produits dans le cadre du programme Planter pour produire de la nourriture et des emplois;
 - Un village, un barrage, dont l'objectif est d'encourager la pratique de l'agriculture tout au long de l'année, notamment dans les régions sèches du nord;
 - Un district, une usine, qui vise à implanter dans chaque district au moins une entreprise industrielle de transformation des aliments.
25. La collaboration du secteur privé est indispensable. Les agriculteurs et les entreprises agricoles telles que les négociants d'intrants agricoles, les coopératives de producteurs, les producteurs de produits alimentaires transformés, les agents de commercialisation et les commanditaires sont indispensables pour que les chaînes de valeur alimentaires fonctionnent bien. Le PAM encourage les partenariats avec le secteur privé pour éliminer la faim.

Priorités du système des Nations Unies et des autres partenaires

26. Le Cadre de partenariat des Nations Unies pour le développement durable (2018-2022) est conforme au PCPDES. La valeur ajoutée des Nations Unies au Ghana consiste entre autres à renforcer les capacités institutionnelles pour faciliter la mise en œuvre des politiques et programmes de sécurité alimentaire et nutritionnelle. Trois domaines de résultats concernent l'action du PAM:
- *Une prospérité économique bien répartie.* Il s'agit d'encourager les petits exploitants et les petites entreprises à accroître leur productivité en contribuant à la production et à la consommation d'aliments nutritifs.
 - *Investissement social dans la population.* L'objectif est de renforcer les capacités techniques dans les secteurs de la santé et de l'éducation pour améliorer la qualité des services, ouvrir davantage l'accès aux personnes les plus vulnérables et élargir le rayon d'action des programmes de protection sociale.
 - *Un environnement protégé et sûr.* Le but consiste à renforcer la résilience face aux changements climatiques et à améliorer la préparation aux situations d'urgence et les interventions en cas de crise.
27. Conformément à l'initiative Unis dans l'action des Nations Unies, les organismes ayant leur siège à Rome soutiendront les interventions de sécurité alimentaire et nutritionnelle au Ghana.

2. Incidences stratégiques pour le PAM

2.1 Expérience du PAM et enseignements

28. Le PAM a établi un bureau au Ghana pour la première fois en 1963 pour fournir une aide de secours. En 2005, il a recentré ses activités autour d'un portefeuille de développement de cinq ans composé de programmes de repas scolaires, de santé et nutrition maternelles et infantiles, de création d'actifs, de moyens de subsistance, de préparation aux situations d'urgence et d'intervention en cas de crise. Depuis 2016, il abandonne progressivement son rôle d'appui aux opérations en faveur d'un rôle de catalyseur, diminuant son assistance alimentaire au profit d'activités de renforcement des capacités et d'appui aux politiques; cette tendance se poursuivra pendant toute la durée du plan stratégique de pays (PSP).

29. Une évaluation à mi-parcours du programme de pays²⁸ réalisée en 2015 indiquait que les rations à emporter avaient un impact positif sur l'éducation des filles puisque l'écart entre les taux de fréquentation scolaire des garçons et des filles se réduisait. D'autres enquêtes ont montré que la plupart des écoles bénéficiant de l'assistance du PAM avaient atteint la parité et que les taux de passage des filles en classe supérieure s'étaient améliorés. Le bureau de pays mettra fin au programme de rations à emporter d'ici à décembre 2018, mais continuera d'apporter un appui technique pour des activités de sensibilisation et de communication visant à faire évoluer la société et les comportements.
30. L'évaluation à mi-parcours et une évaluation ultérieure de la nutrition ont donné lieu à plusieurs recommandations, notamment: réduire le nombre de zones où le PAM effectue des transferts directs; mieux intégrer les composantes des programmes; intensifier les activités de prévention du retard de croissance et des carences en micronutriments; encourager la production et la consommation de produits locaux nutritifs, notamment des aliments nutritifs spécialisés; et passer progressivement aux transferts de type monétaire.
31. L'action du PAM a contribué à renforcer les capacités gouvernementales de gestion du programme de repas scolaires, à réduire les disparités entre les sexes dans l'éducation et à améliorer la gestion des données, notamment grâce à SCOPE²⁹ et à une méthode de collecte et d'analyse des données utilisant la téléphonie mobile. En 2016, le bureau de pays a effectué des aménagements pour que la totalité des transferts se fassent désormais sous forme monétaire et un projet pilote Achats au service du progrès a été intégré dans le cadre de l'initiative de renforcement de la nutrition et des chaînes de valeur.
32. Le programme de repas scolaires a été transmis au Gouvernement en décembre 2016³⁰. Le PAM a mis fin aux activités d'assistance alimentaire pour la création d'actifs à la fin de 2017 et mettra un terme aux programmes de rations à emporter destinées aux filles et d'appui nutritionnel aux personnes vivant avec le VIH/sida d'ici à la fin de 2018.
33. Il ressort de l'analyse destinée à combler le déficit en nutriments effectuée en 2016/17 que la plupart des ménages, notamment ceux comptant des adolescentes, n'avaient pas les moyens de se procurer suffisamment d'aliments nutritifs. Le présent PSP se concentrera sur la nutrition des adolescentes et utilisera comme ancrage le programme de filets de sécurité visant à lutter contre la pauvreté par la promotion des moyens d'existence (LEAP)³¹.
34. Une évaluation conjointe du programme Efforts renouvelés contre la faim chez les enfants menée en 2015 a fait apparaître que celui-ci avait contribué à une meilleure sensibilisation et à susciter un engagement en faveur de la nutrition au niveau national mais que la mise en œuvre de ses stratégies conjointes de communication et de sensibilisation laissait à désirer. Dans le cadre du programme Renforcer la nutrition, le PAM s'est engagé à mener à terme une stratégie conjointe de sensibilisation à la nutrition. Dans le cadre du présent PSP, il poursuivra son assistance à la planification et à la coordination multisectorielles de la nutrition au niveau régional.

²⁸ Voir: <https://documents.wfp.org/stellent/groups/public/documents/reports/wfp274793.pdf>.

²⁹ Plateforme numérique du PAM pour la gestion des bénéficiaires et des transferts.

³⁰ Depuis janvier 2017, le Bureau du PAM au Ghana fournit une assistance technique sur les questions juridiques, la qualité nutritionnelle et les liens avec les petits exploitants.

³¹ LEAP, introduit en 2008, est un programme de transferts monétaires soumis à conditions qui fournit également une assurance médicale gratuite aux ménages extrêmement pauvres. Les critères de ciblage se fondent sur le degré de pauvreté et l'appartenance de l'un des membres de la famille à au moins une des trois catégories suivantes: parent seul vivant avec un orphelin ou un enfant vulnérable, personne âgée pauvre ou personne lourdement handicapée ne pouvant pas travailler. Les femmes enceintes et les enfants de moins de 1 an ont été ajoutés depuis aux groupes cibles. La plupart des bénéficiaires du programme LEAP sont des femmes.

35. Une évaluation finale de l'impact des activités Achats au service du progrès³² réalisée en 2016 a confirmé qu'il était justifié d'aider les petits exploitants, notamment les femmes, et de promouvoir les chaînes de valeur agricoles. Le PSP sera axé sur le renforcement des capacités des petits exploitants pour qu'ils améliorent la gestion après récolte et satisfassent aux normes de sécurité sanitaire et de qualité des aliments des producteurs d'aliments transformés et autres organismes publics d'achat. Les enseignements tirés de la mise en œuvre d'un programme d'enrichissement des aliments réalisée par des femmes seront exploités.
36. Une évaluation de l'approche systémique pour améliorer les résultats dans le domaine de l'éducation et une évaluation opérationnelle du programme de repas scolaires menées respectivement en 2015 et en 2016 et financées par le PAM et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) ont salué le bon fonctionnement des mécanismes institutionnels et des dispositifs de coordination tout en déplorant l'insuffisance de la mise en œuvre. Elles ont par ailleurs recommandé d'améliorer la qualité nutritionnelle des repas scolaires, d'encourager la participation des communautés, de resserrer les liens avec les petits exploitants et de renforcer le suivi et l'évaluation. Le PSP prévoit un renforcement de l'appui technique au programme de repas scolaires dans ces secteurs.
37. L'examen stratégique Faim zéro préconise un modèle de systèmes alimentaires couvrant l'intégralité de la chaîne de valeur, de la "ferme à la fourchette". Le bureau de pays adoptera donc une approche axée sur des systèmes alimentaires et une chaîne de valeur à dimension nutritionnelle pour tenter d'apporter une solution aux problèmes de nutrition et contribuer à éliminer la faim d'ici à 2030.

2.2 Potentialités pour le PAM

38. Le présent PSP a été établi à partir des conclusions et recommandations de l'examen stratégique Faim zéro et des évaluations thématiques des programmes de pays; il est conforme aux plans et politiques du Gouvernement.
39. L'examen stratégique Faim zéro a défini les priorités ci-après pour parvenir à éliminer la faim d'ici à 2030:
 - tenter de régler la question du triple fardeau de la malnutrition;
 - réduire les pertes après récolte sur exploitation et tout au long des chaînes d'approvisionnement;
 - resserrer les liens entre les petits exploitants et les marchés et faire de l'agriculture une source de profit afin d'attirer les jeunes vers ce secteur;
 - améliorer l'ensemble de la chaîne de valeur en renforçant la valeur et la sécurité sanitaire des aliments;
 - cartographier les populations exposées à l'insécurité alimentaire et vulnérables au niveau national pour améliorer le ciblage des interventions de protection sociale et de sécurité alimentaire et nutritionnelle; et
 - renforcer les capacités gouvernementales pour mettre en œuvre les politiques et programmes de sécurité alimentaire et nutritionnelle, notamment à l'échelle des districts.
40. Le Gouvernement considère le PAM comme un partenaire majeur pour affronter les problèmes de nutrition, contribuer au renforcement des systèmes alimentaires, améliorer les capacités de gestion des entrepôts pour réduire les pertes après récolte, et offrir aux paysans des débouchés sur les marchés. Il reconnaît l'avantage comparatif du PAM qui est

³² PAM. 2016. *Ghana Impact Assessment Report (2016): The Impact of the P4P Pilot Programme: Evidence from Ghana.*

à même d'atteindre les plus vulnérables et de fournir des analyses de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité pour optimiser le ciblage, la préparation aux situations d'urgence et les interventions en cas de crise.

2.3 Réorientations stratégiques

41. Le PAM a conscience que les solutions durables à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle passent par le renforcement des capacités nationales permettant de s'attaquer aux causes profondes de la vulnérabilité et de faire face à des chocs transitoires qui compromettent les moyens d'existence. Dans le cadre de ce PSP, le PAM continuera de se réorienter vers un rôle de catalyseur et de soutien à mesure que les acteurs nationaux acquerront la capacité de répondre aux besoins des bénéficiaires. Il mettra un terme aux distributions générales de vivres réalisées au titre des activités de prévention du retard de croissance et ciblera les bénéficiaires les plus pauvres dans le cadre du programme LEAP, associant les transferts de type monétaire à la distribution de bons pour l'achat d'aliments nutritifs. Il exhortera le Gouvernement à intégrer des aliments nutritifs dans le dispositif du programme LEAP pour lutter contre la malnutrition chez les femmes, les adolescentes et les enfants les plus pauvres.
42. Les activités de prévention du retard de croissance et des carences en micronutriments se poursuivront moyennant quelques ajustements. À la demande du Service ghanéen de la santé, le PAM ciblera la région Ashanti, qui est la deuxième région comptant le plus d'enfants souffrant de retard de croissance, et la région Nord où le nombre d'enfants souffrant de retard de croissance et où la prévalence des troubles de croissance sont les plus élevés. Compte tenu des recommandations des analyses destinées à combler le déficit en nutriments, le PAM se concentrera sur la nutrition des adolescentes.
43. Les activités de renforcement des capacités du Service ghanéen de la santé dans le domaine de la communication visant à faire évoluer la société et les comportements continueront de cibler les filles, scolarisées ou non, ainsi que les femmes enceintes et allaitantes fréquentant les établissements sanitaires; elles s'attacheront à mieux sensibiliser à l'importance des aliments nutritifs locaux, notamment ceux spécialisés, et à en améliorer l'accès. Les partenariats établis avec les producteurs industriels et artisanaux locaux d'aliments transformés permettront de faire en sorte que ces aliments soient disponibles et d'un prix abordable.
44. L'initiative de renforcement de la nutrition et des chaînes de valeur sera renforcée: le PAM aidera les petits exploitants à améliorer la qualité de leur production, à réduire leurs pertes après récolte et à vendre leurs excédents aux organismes publics d'achat et aux producteurs d'aliments transformés. Les producteurs industriels et artisanaux d'aliments transformés ciblés par cette activité, dont la plupart sont des groupes de femmes, recevront une aide en vue de moderniser les chaînes de production et de satisfaire aux normes de sécurité sanitaire et de qualité des aliments; l'une des priorités est de prévenir les pertes après récolte. Des entrepôts modèles parrainés par le PAM dotés de modalités de fonctionnement et de technologies ayant fait leurs preuves seront mis à disposition dans le cadre du programme Un district, un entrepôt. Le PAM fournira un appui technique au réseau des réserves et entrepôts nationaux, et contribuera à mettre à niveau le système de récépissés d'entrepôts³³.

³³ Dans le cadre de la politique nationale de lutte contre les changements climatiques et du plan d'action national pour la sécurité alimentaire et une agriculture intelligente face à l'évolution du climat, le Gouvernement encouragera les petits exploitants à préserver la biodiversité en protégeant les espèces en danger, en réduisant l'érosion du sol, en participant au reboisement et en utilisant des moyens naturels pour lutter contre les insectes et les ravageurs.

45. Le PAM renforcera les capacités dans les domaines de l'évaluation de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité, de la préparation aux situations d'urgence et des interventions en cas de crise et apportera un appui aux organes de contrôle de la sécurité sanitaire et de la qualité des aliments. La coopération Sud-Sud sera mise à contribution pour répondre aux priorités définies lors de l'examen stratégique Faim zéro. Les données relatives au renforcement des capacités et à l'évaluation seront ventilées par sexe et par âge.
46. Le PSP poursuit les travaux de sensibilisation et de cohérence des politiques entrepris dans le cadre du plan stratégique provisoire de transition en favorisant les liens commerciaux entre les petits exploitants et les organismes publics d'achat, les marchés et les activités d'alimentation en milieu institutionnel dans le cadre des programmes Planter pour produire de la nourriture et des emplois, et Un district, une usine.

3. Orientation stratégique du PAM

3.1 Direction, orientations et impacts escomptés

47. Le PAM a pour ambition de contribuer à l'instauration de systèmes alimentaires efficaces, équitables, résilients et inclusifs dans le but d'améliorer la sécurité alimentaire et de réduire le retard de croissance et les carences en micronutriments, notamment dans les régions Nord et Ashanti. Pour ce faire, il fournira une assistance technique et un appui à l'élaboration de politiques pour intensifier les programmes de protection sociale à dimension nutritionnelle et tenant compte de la problématique hommes-femmes et encouragera les partenariats entre les secteurs public et privé pour rendre les aliments nutritifs et les aliments nutritifs spécialisés plus facilement disponibles et abordables et mieux sensibiliser les populations ciblées aux bonnes habitudes alimentaires. D'ici à la fin du PSP, le PAM aura contribué, en collaboration avec le Gouvernement et le secteur privé, à rendre les systèmes alimentaires plus ouverts aux petits exploitants et aux femmes, inclusifs, plus efficaces et mieux capables de répondre aux besoins nutritionnels des groupes vulnérables. Grâce à un partenariat public-privé, la disponibilité et la consommation d'aliments nutritifs spécialisés plus abordables augmenteront. Ce partenariat prévoit d'aider: les petits exploitants à améliorer la qualité, la manutention après récolte et leurs débouchés commerciaux; les producteurs d'aliments transformés à satisfaire aux normes de sécurité sanitaire et de qualité des aliments; le Service ghanéen de la santé à promouvoir une alimentation saine parmi les populations vulnérables dans le cadre d'activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements; et les organes de contrôle tels que l'Administration chargée du contrôle des produits alimentaires et pharmaceutiques à surveiller la sécurité sanitaire d'un certain nombre d'aliments nutritifs spécialisés.
48. D'ici à la fin du PSP, le PAM aura contribué à accroître la valeur nutritionnelle des repas scolaires en facilitant les achats auprès des petits exploitants, à encourager à investir dans l'alimentation scolaire et à établir les textes législatifs d'habilitation. Il aura aidé à améliorer le ciblage des programmes de sécurité alimentaire et nutritionnelle du Gouvernement en renforçant les capacités d'analyse et de cartographie de la sécurité alimentaire et en plaidant en faveur de programmes de protection sociale à dimension nutritionnelle. Il aura su démontrer qu'associer des transferts monétaires à la distribution de bons d'achat d'aliments nutritifs spécialisés s'avérait efficace pour certains groupes exposés au risque de malnutrition.

3.2 Effets directs stratégiques, domaines d'action privilégiés, produits escomptés et activités essentielles

49. Le CSP s'articule autour de quatre effets directs stratégiques et cinq activités qui interagissent pour contribuer à atteindre l'objectif Faim zéro. Ainsi, l'aide apportée aux petits exploitants et aux producteurs locaux d'aliments nutritifs spécialisés dans le cadre de l'effet

direct stratégique 2 contribue à améliorer la disponibilité et la sécurité sanitaire d'aliments peu onéreux pouvant être utilisés dans les interventions nutritionnelles prévues par l'effet direct stratégique 1, tandis que les activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements au titre de l'effet direct stratégique 1 renforcent l'effet direct stratégique 2 en sensibilisant davantage la population en général et en accroissant ainsi la demande d'aliments nutritifs, notamment d'aliments nutritifs spécialisés. En outre, les effets directs stratégiques 3 et 4 concourent aux effets directs stratégiques 1 et 2 en ce qu'ils renforcent les capacités institutionnelles locales et nationales et promeuvent les politiques relatives à l'élimination de la faim par le biais d'une approche fondée sur les systèmes alimentaires.

Effet direct stratégique 1: L'état nutritionnel des populations vulnérables, notamment celui des enfants et des femmes en âge de procréer, s'améliore dans les régions où le nombre d'enfants souffrant de retard de croissance est le plus élevé, pour atteindre les cibles nationales d'ici à 2025

50. Cet effet direct stratégique tente d'apporter une solution au triple fardeau de la malnutrition dans les zones ciblées en distribuant aux ménages les plus pauvres, dans le cadre du programme LEAP, des bons électroniques pour l'achat d'aliments nutritifs spécialisés produits localement, et en renforçant dans le même temps les capacités du Service ghanéen de la santé dans le domaine de la communication visant à faire évoluer la société et les comportements, pour promouvoir une alimentation saine.

Domaines d'action privilégiés

51. Cet effet direct stratégique vise deux causes profondes de la malnutrition, à savoir la méconnaissance d'une alimentation nutritive et son prix trop élevé, auxquelles s'ajoutent les inégalités systémiques entre les sexes.

Produits escomptés

52. Deux produits permettront d'obtenir l'effet direct attendu:
- Dans les zones où les taux de retard de croissance et d'anémie sont les plus forts, les filles et les femmes enceintes et allaitantes, les adolescentes et les enfants âgés de 6 à 23 mois en situation de vulnérabilité, pris en charge par les programmes de filets de sécurité du Gouvernement, reçoivent des bons électroniques pour l'achat d'aliments riches en nutriments visant à prévenir la malnutrition, notamment des aliments nutritifs spécialisés produits localement (ODD 3).
 - Dans les zones où le nombre d'enfants souffrant de retard de croissance est le plus élevé, les filles et les femmes enceintes et allaitantes, les adolescentes et les personnes accompagnant les enfants âgés de 6 à 23 mois ainsi que leur famille bénéficient des activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements menées par le Service ghanéen de la santé (ODD 3).

Activités essentielles

Activité 1: Fournir une aide monétaire et des bons pour des aliments nutritifs spécialisés et/ou des produits frais riches en micronutriments destinés aux enfants âgés de 6 à 23 mois, aux adolescentes et aux femmes enceintes et allaitantes en situation de vulnérabilité dans le cadre des programmes de filets de sécurité du Gouvernement, et aider le Service ghanéen de la santé à assurer les activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements pour promouvoir une alimentation saine dans les zones très touchées par la malnutrition

53. Le PAM émettra des bons électroniques pour l'achat d'aliments nutritifs spécialisés produits localement en faveur de 20 000 enfants âgés de 6 à 23 mois, 20 000 filles et femmes enceintes et allaitantes et 5 000 adolescentes. Il passera progressivement à un appui ciblé sur les ménages les plus pauvres relevant du programme LEAP dans les districts des régions

Ashanti et du Nord où les taux de malnutrition sont les plus élevés. Le ciblage des adolescentes s'appuiera sur les résultats de l'analyse destinée à combler le déficit en nutriments au vu des inégalités qui prévalent entre les sexes et des pratiques préjudiciables aux femmes. Le PAM s'attachera aussi à améliorer les campagnes de sensibilisation et l'accès aux aliments nutritifs en renforçant les capacités du Gouvernement en matière de communication visant à faire évoluer la société et les comportements tenant compte de la problématique hommes-femmes; il établira aussi des partenariats avec les producteurs industriels et artisanaux d'aliments transformés pour améliorer la disponibilité d'aliments nutritifs à des prix abordables (objectif stratégique 2) et ciblera les bénéficiaires directes et leurs époux, leurs familles et les personnalités qui influencent les pratiques nutritionnelles.

54. Le PAM collaborera avec le Ministère de la santé et le Service ghanéen de la santé pour fournir des services de conseil en matière de nutrition et réaliser des campagnes de communication visant à faire évoluer la société et les comportements tenant compte de la problématique hommes-femmes; avec le Ministère du genre, de l'enfance et de la protection sociale pour faciliter le ciblage en fournissant des données ventilées par sexe et par âge sur les populations les plus pauvres; avec le Ministère de l'éducation et le Service ghanéen de l'éducation; avec l'Administration chargée du contrôle des produits alimentaires et pharmaceutiques pour vérifier la qualité et la sécurité sanitaire des aliments achetés avec les bons; avec les sociétés produisant des aliments enrichis; et avec des instituts universitaires et de recherche.
55. Le PAM collaborera avec l'UNICEF sur les questions touchant la nutrition des adolescents et sur les liens entre nutrition et protection sociale; il continuera de coopérer avec l'Agence ghanéenne de normalisation et l'Association des industries du Ghana au projet de label de qualité³⁴. Le PAM distribue actuellement le SuperCereal *TomVita* produit localement et qui porte ce label.

Effet direct stratégique 2: D'ici à 2030, les populations et communautés ciblées bénéficient de systèmes alimentaires plus efficaces, inclusifs et résilients qui renforcent les chaînes de valeur pour la nutrition

56. Au titre de cet effet direct, les systèmes alimentaires locaux vont devenir plus efficaces, équitables, inclusifs et résilients grâce à la mise en place de plusieurs mesures: réduction au minimum des pertes après récolte; amélioration de la sécurité sanitaire et de la qualité des aliments grâce à une modernisation des pratiques d'entreposage; aide aux petits exploitants pour qu'ils puissent satisfaire aux normes de qualité des produits alimentaires exigées par les producteurs de produits transformés et les marchés publics; renforcement de la résilience aux changements climatiques; et renforcement des chaînes de valeur pour la nutrition.

Domaine d'action privilégiée

57. Les activités mises en œuvre au titre de cet effet direct stratégique visent à renforcer la résilience des systèmes alimentaires au Ghana en améliorant leur efficacité et en intégrant les petits exploitants dans des systèmes alimentaires structurés, efficaces, intelligents face aux changements climatiques et tenant compte des enjeux nutritionnels.

³⁴ Le projet permet aux producteurs d'aliments transformés d'apposer un label de qualité sur les produits nutritionnels destinés aux femmes en âge de procréer.

Produits escomptés

58. Quatre produits permettront d'obtenir l'effet direct attendu:
- Les populations ciblées bénéficient des capacités renforcées des producteurs industriels et artisanaux d'aliments transformés qui leur permettent d'avoir davantage accès à des aliments nutritifs spécialisés à des prix abordables et à de la farine salubre moulue et composée.
 - Les petits exploitants ciblés voient leurs revenus et leurs moyens d'existence s'améliorer grâce à l'augmentation de leurs ventes auprès des marchés publics et des producteurs d'aliments nutritifs spécialisés transformés.
 - Grâce à l'introduction de silos hermétiques et à une amélioration des opérations de manutention après récolte, les petits exploitants ciblés peuvent réduire leurs pertes après récolte.
 - Les petits exploitants bénéficient d'une amélioration de la gestion des stocks des entrepôts dans le cadre du programme Un district, un entrepôt pour réduire les pertes après récolte.

Activités essentielles

Activité 2: Fournir un appui technique à la production industrielle et artisanale de farine enrichie et en matière de sécurité sanitaire et d'assurance-qualité des produits alimentaires. À cet effet, le PAM fournira un appui technique en matière de sécurité sanitaire et de qualité des aliments à un maximum de 30 meuneries artisanales fabriquant des farines composées, gérées pour la plupart par des groupes de femmes et situées dans les trois régions du nord, ainsi qu'un appui financier et technique à deux producteurs industriels de farine enrichie dans la région Ashanti et celle de Brong Ahafo.

Activité 3: Associer les petits exploitants au programme Un district, un entrepôt en leur proposant une formation et de l'équipement pour minimiser les pertes après récolte, leur permettre de passer les contrôles de la qualité et faciliter les liens commerciaux avec les producteurs d'aliments transformés et les clients institutionnels

59. L'activité 3 bénéficiera directement à 20 000 petites exploitantes et 25 000 petits exploitants et à leurs familles par le biais de 500 systèmes de regroupement qui comprendront des entrepôts gérés par la Compagnie nationale chargée du stock régulateur des produits alimentaires (NAFCO) dans les régions du Haut Ghana oriental, du Haut Ghana occidental, du Nord, Brong Ahafo et Ashanti. Les bénéficiaires indirects incluront 5 000 acteurs du marché, y compris les associations de commerçants, les transporteurs, les porteurs et les "reines des marchés"³⁵.
60. Les petits exploitants, hommes et femmes, profiteront équitablement de l'amélioration des liens commerciaux avec le secteur privé et d'autres opérations d'alimentation, de la plus grande efficacité des entrepôts et d'une meilleure manutention après récolte. En retour, les coopératives de producteurs et les producteurs de produits alimentaires transformés, le système de récépissés d'entrepôt et des entités telles que la NAFCO disposeront de céréales de haute qualité produites par les petits exploitants ciblés.
61. Le PAM collaborera avec les fabricants d'articles alimentaires transformés pour produire des aliments nutritifs spécialisés et de la farine plus salubre moulue et composée dans les zones ciblées; il coopérera avec la FAO, le Fonds international de développement agricole (FIDA), l'Alliance pour une révolution verte en Afrique, l'Agence des États-Unis pour le développement international et le Ministère de l'alimentation et de l'agriculture pour promouvoir de bonnes pratiques agricoles et faciliter l'accès des petits producteurs aux

³⁵ Un réseau de femmes commerçantes du secteur privé qui dominent les marchés aux niveaux local et régional en achetant des marchandises en vrac pour la vente au détail ultérieure.

intrants agricoles et aux services de vulgarisation. Il collaborera aussi avec le Ministère du gouvernement local et du développement rural pour assurer la coordination aux niveaux des districts et des communautés; avec le Ministère du commerce et de l'industrie, l'Agence ghanéenne de normalisation, le Conseil ghanéen des céréales et l'Administration chargée du contrôle des produits alimentaires et pharmaceutiques pour établir le cadre réglementaire du système de récépissés d'entrepôts; et avec le Ministère de l'alimentation et de l'agriculture et la Direction pour la participation des femmes au développement agricole en vue de soutenir des initiatives en faveur des groupes de femmes à dimension nutritionnelle et tenant compte de la problématique hommes-femmes, telles que la culture de la patate douce.

62. Le PAM mobilisera ses compétences techniques en matière de chaînes d'approvisionnement pour faciliter l'achat, l'entreposage et la distribution des produits alimentaires. L'assistance qu'il apportera à NAFCO prévoit l'évaluation de l'infrastructure d'entreposage et des systèmes et modes opératoires normalisés ainsi que des formations dans le domaine de la manutention, du contrôle de la sécurité sanitaire et de la qualité des produits alimentaires et de la gestion des stocks des entrepôts.

Effet direct stratégique 3: D'ici à 2030, la capacité des institutions locales et nationales de cibler et gérer les programmes de sécurité alimentaire, de nutrition et de protection sociale est renforcée

63. Les activités menées au titre de cet effet direct stratégique viseront à renforcer les capacités des institutions locales et nationales chargées de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et des programmes de protection sociale; elles consisteront à fournir une assistance technique dans les domaines de l'évaluation et de la cartographie de la sécurité alimentaire, de la préparation aux situations d'urgence et des interventions en cas de crise, de la sécurité sanitaire et de la qualité des aliments, et de la promotion d'une alimentation saine tirant parti des produits locaux; la problématique hommes-femmes sera prise en compte.

Domaine d'action privilégiée

64. Les activités réalisées dans le cadre de cet effet direct stratégique s'attaqueront aux causes profondes qui affectent la capacité des institutions nationales et locales de concevoir et mettre en œuvre des interventions s'employant à répondre efficacement aux problèmes de sécurité alimentaire.

Produits escomptés

65. Cinq produits permettront d'obtenir l'effet direct attendu:
 - Les élèves bénéficient des capacités renforcées du programme national de repas scolaires qui est à même de fournir des repas scolaires nutritifs préparés avec des produits locaux [ODD 3, ODD 4].
 - La population bénéficie d'exercices d'évaluation et de cartographie des groupes vulnérables et exposés à l'insécurité alimentaire menés récemment pour améliorer l'accès aux services de protection sociale.
 - La population bénéficie d'un suivi renforcé de la sécurité alimentaire et de la nutrition intégré au système d'alerte rapide, lesquels facilitent une prompt organisation des secours de la part du Gouvernement en cas de crise.
 - La population bénéficie du renforcement des capacités de l'Administration chargée du contrôle des produits alimentaires et pharmaceutiques dans les domaines des contrôles de sécurité sanitaire et de l'étiquetage des produits nutritifs pour garantir l'accès à une alimentation saine de bonne qualité [ODD 3].

- La population bénéficie de l'intensification des travaux de recherche sur les produits locaux et de meilleures directives visant à améliorer les pratiques nutritionnelles [ODD 3].

Activités essentielles

Activité 4: Apporter un appui technique, notamment dans le cadre de la coopération Sud-Sud, au programme national de repas scolaires, au Ministère de l'alimentation et de l'agriculture, à l'Organisation nationale de gestion des catastrophes, à l'Administration chargée du contrôle des produits alimentaires et pharmaceutiques pour optimiser la qualité nutritionnelle des repas scolaires, le suivi de la sécurité alimentaire, les systèmes d'alerte rapide, la réduction des risques de catastrophes et la préparation aux situations d'urgence, la sécurité sanitaire et la qualité des aliments et les directives pour une alimentation saine issue de la production locale

66. Les capacités des ministères et des organismes responsables de la préparation aux situations d'urgence, des interventions en cas de crise et de la protection sociale seront renforcées, ce qui aura des retombées positives pour toute la population, et notamment les élèves, les petits exploitants et les groupes vulnérables; la problématique hommes-femmes sera intégrée dans toutes les activités.
67. Le PAM renforcera ses partenariats avec le programme de repas scolaires, le Ministère du genre, de l'enfance et de la protection sociale, le Ministère de l'alimentation et de l'agriculture, les Services statistiques du Ghana, la NAFCO, l'Organisation nationale de gestion des catastrophes, l'Entrepôt de fournitures humanitaires des Nations Unies, l'Administration chargée du contrôle des produits alimentaires et pharmaceutiques, le Service ghanéen de la santé, le Comité ghanéen de lutte contre le sida et la Commission nationale de planification du développement.
68. Le système d'alerte rapide se verra adjoindre un système d'alerte en cas d'inondation, de sécheresse, d'incendie et de fluctuation des prix alimentaires et de la production vivrière. Le PAM aidera l'Organisation nationale de gestion des catastrophes, le Ministère de l'alimentation et de l'agriculture et d'autres acteurs à collaborer avec la Mutuelle panafricaine de gestion des risques pour associer l'imagerie satellitaire aux données sur le suivi des cours du marché et de la sécurité alimentaire. Dans le cadre du PSP provisoire de transition établi pour le Ghana, le PAM mène un programme pilote conjointement avec le PNUD et la FAO qui permettra aux services de l'Organisation nationale de gestion des catastrophes et du Ministère de l'alimentation et de l'agriculture de communiquer par téléphonie mobile et par radio aux paysans des données en temps réel sur les précipitations, les rendements des cultures, la sécheresse, les prix des produits alimentaires et les ravageurs; ce programme sera élargi dans le cadre du PSP si les fonds sont disponibles. Le PAM étudiera les liens potentiels avec les opérations et les financements fondés sur les prévisions pour minimiser les effets des chocs climatiques sur les systèmes alimentaires et les chaînes de valeur.
69. Le PAM aidera les Services statistiques du Ghana et le Ministère de l'alimentation et de l'agriculture à évaluer la sécurité alimentaire et la vulnérabilité au niveau national pour améliorer le ciblage des programmes de sécurité alimentaire et nutritionnelle et de filets de sécurité.
70. Le partenariat avec le Ministère du genre, de l'enfance et de la protection sociale sera axé sur l'alimentation scolaire et la mise au point des textes législatifs nécessaires. Le PAM poursuivra ses travaux avec des instituts universitaires pour analyser la teneur en nutriments des aliments locaux dans le cadre d'un projet pilote financé par le Japon visant à mettre au point des stratégies axées sur la production locale pour améliorer la nutrition.

Effet direct stratégique 4: L'action menée par le Gouvernement pour éliminer la faim d'ici à 2030 est soutenue par des campagnes de sensibilisation et des cadres d'action cohérents

71. Les activités au titre de l'effet direct stratégique 4 visent à contribuer à l'établissement de plans directeurs correspondant à l'ODD 2 qui soient conformes aux programmes des Nations Unies pour l'assistance aux pays à revenu intermédiaire, lesquels s'emploient à passer de l'exécution directe à un appui aux politiques régissant les programmes nationaux.

Domaine d'action privilégiée

72. Les activités menées au titre de cet effet direct stratégique visent à remédier aux causes profondes du manque de plans directeurs cohérents et efficaces.

Produits escomptés

73. Cinq produits permettront d'obtenir l'effet direct attendu:
- La population bénéficie de l'appui apporté aux institutions nationales pour l'élaboration d'une politique nutritionnelle visant la parité hommes-femmes et de textes législatifs régissant les repas scolaires qui répondent à ses besoins alimentaires et nutritionnels de base.
 - La population bénéficie de programmes de protection sociale à dimension nutritionnelle et tenant compte de la problématique hommes-femmes qui satisfont ses besoins alimentaires et nutritionnels de base.
 - Les petits exploitants bénéficient de politiques et de procédures de passation de marchés publics qui leur sont favorables et leur permettent d'accroître leurs revenus.
 - Les petits exploitants bénéficient de l'assistance technique et de l'appui aux politiques fournis au Gouvernement et au secteur privé pour mettre en place un système efficace de réceptionnés d'entrepôt.
 - La population bénéficie des campagnes de sensibilisation à la dimension nutritionnelle de l'agriculture menées dans le cadre du programme Un village, un barrage, pour améliorer l'accès à des aliments nutritifs.

Activités essentielles

Activité 5: Plaider pour la promulgation et l'application de politiques et de textes législatifs sur l'alimentation scolaire, l'égalité entre les sexes, la nutrition, la sécurité sanitaire des aliments, les poids, mesures et normes relatifs aux aliments, ainsi que sur la passation de marchés publics et l'appui aux marchés favorables aux petits producteurs

74. Le PAM collaborera avec le programme de repas scolaires, le Ministère du genre, de l'enfance et de la protection sociale, le Ministère de l'alimentation et de l'agriculture, la NAFCO, l'Administration des marchés publics, le Ministère de la planification et la Commission nationale de la planification du développement. La politique nationale en matière de nutrition et les textes législatifs correspondants seront révisés dans le cadre du partenariat avec le Ministère de la santé. En partenariat avec le Ministère du genre, de l'enfance et de la protection sociale, le Service ghanéen de la santé et l'UNICEF, le PAM participera à la collecte de données probantes pour faciliter la mise en place de programmes de protection sociale améliorés à dimension nutritionnelle et tenant compte de la problématique hommes-femmes. Dans le cadre de son partenariat avec le Comité ghanéen de lutte contre le sida, le PAM plaidera pour que les programmes de protection sociale tiennent compte du VIH et pour l'apport d'un appui nutritionnel aux personnes vivant avec le VIH; des travaux seront engagés en collaboration avec le programme de repas scolaires et le Ministère du genre, de l'enfance et de la protection sociale pour élaborer les textes législatifs nécessaires, avec l'appui du Centre d'excellence au Brésil. Se fondant sur plusieurs

études³⁶ et s'appuyant sur les résultats d'une analyse coûts-avantages du programme de repas scolaires prévue en 2018 grâce à des financements de Mastercard Foundation, cette activité prévoit des campagnes de sensibilisation pour accroître l'investissement du Gouvernement et la participation des communautés.

3.3 Stratégies en matière de transition et de retrait

75. Le retrait progressif de l'assistance opérationnelle directe du PAM a commencé par la prise en charge du programme de repas scolaires par le Gouvernement en décembre 2016. Les activités d'assistance alimentaire pour la création d'actifs ont été désengagées en 2017; le programme de rations à emporter destiné à favoriser l'éducation des filles et l'apport nutritionnel aux personnes vivant avec le VIH cesseront à la fin de 2018. Le PAM développe actuellement son assistance technique et son appui au renforcement des capacités des institutions locales et nationales.
76. Les transferts réalisés au titre de la prévention du retard de croissance se poursuivront dans le cadre du programme LEAP sous la forme de distributions ciblant les ménages les plus pauvres et les plus vulnérables dans la région Ashanti et celle du Nord, conformément au statut de pays à revenu intermédiaire acquis par le Ghana.
77. La stratégie de retrait dépend de plusieurs paramètres: le renforcement de la capacité et de la volonté du secteur privé de produire et de commercialiser des aliments nutritifs et sains à des prix abordables; la sensibilisation et la hausse de la demande d'aliments nutritifs grâce à des activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements; l'utilisation d'approches commerciales pour améliorer la nutrition chez les personnes pouvant s'offrir une alimentation nutritive; et les progrès accomplis vers une plus grande égalité entre les sexes. L'apport d'un appui nutritionnel direct aux populations vulnérables qui ne peuvent pas s'offrir une alimentation nutritive se poursuivra jusqu'à ce que les programmes de protection sociale tels que LEAP puissent répondre à leurs besoins nutritionnels. La stratégie de partenariat public-privé du PAM repose sur le fait que les producteurs d'aliments transformés consentent des investissements pour améliorer la sécurité sanitaire et la qualité de leur production et que des chaînes d'approvisionnement soient établies dans les zones d'intervention. Le secteur public, essentiellement le Service ghanéen de la santé, se chargera des campagnes de communication visant à faire évoluer la société et les comportements.
78. Le PAM envisage de retirer son appui nutritionnel direct d'ici à 2030.

³⁶ Étude sur le coût de la faim au Ghana, 2016; mise à jour de l'analyse destinée à combler le déficit en nutriments, 2017; approche systémique pour l'amélioration des résultats dans le domaine de l'éducation (SABER) 2015; Évaluation opérationnelle UNICEF/PAM du programme d'alimentation scolaire, 2016; et enquête nutritionnelle du PAM sur le programme d'alimentation scolaire, 2017.

4. Modalités d'exécution

4.1 Analyse des bénéficiaires

TABLEAU 1: NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES, PAR EFFET DIRECT STRATÉGIQUE ET PAR ACTIVITÉ POUR LA DURÉE TOTALE DU PSP (bénéficiaires de niveau 1 uniquement)						
	Activité	Filles	Garçons	Femmes	Hommes	Total
Effet direct stratégique 1	Activité 1	75 000	50 000	100 000	N/A	225 000
Total hors chevauchement		75 000	50 000	100 000	N/A	225 000

79. La malnutrition, aux niveaux régional et infrarégional, est le principal critère de ciblage de l'effet direct stratégique 1. La pauvreté et d'autres indicateurs socio-économiques sont utilisés pour identifier les groupes vulnérables. La sélection des groupes bénéficiaires se fonde sur le concept des 1 000 premiers jours et l'approche fondée sur le cycle de la vie: 100 000 filles et femmes enceintes et allaitantes, 100 000 enfants âgés de 6 à 23 mois et 25 000 adolescentes seront ciblés. Les communautés des zones concernées bénéficieront de l'amélioration des capacités des producteurs industriels et artisanaux locaux de produits transformés prévue au titre de l'effet direct stratégique 2 visant à optimiser l'intégration des composantes du programme.
80. Les capacités du Service ghanéen de la santé dans les domaines de la communication visant à faire évoluer la société et les comportements et de la santé et de la nutrition de la mère, du nourrisson et du jeune enfant seront renforcées pour lui permettre de fonctionner sans concours extérieur.

4.2 Transferts

Transferts de produits alimentaires et transferts de type monétaire

TABLEAU 2: VALEUR DES TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE (<i>dollar/personne/jour</i>) PAR EFFET DIRECT STRATÉGIQUE ET PAR ACTIVITÉ			
	Effet stratégique 1		
Activité	Activité 1		
Type de bénéficiaire	Enfants âgés de 6 à 23 mois	Filles et femmes enceintes et allaitantes	Adolescentes
Modalité	Transferts de type monétaire	Transferts de type monétaire	Transferts de type monétaire
Total kcal/jour	108	1 043	1 043
Espèces (<i>dollars/personne/jour</i>)	0,18	0,44	0,44
Nombre de jours d'alimentation par an	180	180	180

TABLEAU 3: TOTAL DES BESOINS EN TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE ET VALEUR		
	Total (tonnes)	Total (dollars)
Transferts de type monétaire	-	13 071 808
Total (valeur des transferts de type monétaire)	-	13 071 808

Renforcement des capacités, notamment dans le cadre de la coopération Sud-Sud

81. Le PAM applique une démarche multipartite et globale intégrant le renforcement des systèmes et une perspective tenant compte de la problématique hommes-femmes pour améliorer: les capacités des intervenants dans les domaines des politiques et de la législation; l'efficacité et la reddition de comptes des institutions; la planification et le financement; la conception, l'exécution, le suivi et l'évaluation des programmes; la participation des communautés et du secteur privé; et la mise en place d'un programme de recherche national. Le PAM encouragera les intervenants à établir des partenariats avec lui et entre eux tout le long de la chaîne de valeur alimentaire.
82. Dans le cadre de l'effet direct 1, le PAM renforcera les capacités du Service ghanéen de la santé en matière de communication visant à faire évoluer la société et les comportements dans les zones d'intervention.
83. Tenant compte de la problématique hommes-femmes, les effets directs stratégiques 2, 3 et 4 seront axés sur le renforcement des capacités, l'assistance technique et l'appui aux politiques dans les domaines suivants: appui aux systèmes alimentaires durables; amélioration de la transformation locale d'aliments nutritifs; appui aux regroupements de petits producteurs et à la commercialisation; amélioration de la manutention après récolte; contrôle de la sécurité sanitaire et la garantie de la qualité des aliments; évaluation de la sécurité alimentaire; renforcement de la préparation aux situations d'urgence et des systèmes d'alerte rapide; appui aux programmes de protection sociale à dimension nutritionnelle; et promotion de systèmes commerciaux structurés tels que le système de récépissés d'entrepôt.
84. Le PAM et le Centre d'excellence du Brésil contribueront à l'élaboration des textes législatifs relatifs à l'alimentation scolaire et collaboreront avec le centre d'études et de connaissances du PAM afin de promouvoir les technologies disponibles pour réduire les pertes après récolte. Cette coopération Sud-Sud pourra donner lieu à des visites d'échange d'expérience de la part des institutions gouvernementales nationales et infranationales.

4.3 Chaîne d'approvisionnement

85. Dans le cadre de l'effet direct stratégique 1, la chaîne d'approvisionnement du PAM aura recours à des mécanismes interentreprises pour traiter avec les producteurs locaux d'aliments nutritifs spécialisés transformés et fournir les vivres aux bénéficiaires et renforcera les capacités des détaillants locaux de remettre aux bénéficiaires des produits alimentaires sûrs.
86. Au titre des effets directs 2, 3 et 4, le PAM transmettra son savoir-faire en matière de chaînes d'approvisionnement aux coopératives de producteurs, aux exploitants d'entrepôts et aux producteurs locaux d'aliments transformés pour les aider à fournir des aliments sains et nutritifs; il apportera également un appui au programme Un district, un entrepôt.
87. Au Ghana, la chaîne d'approvisionnement alimentaire est ralentie par des blocages qui la rendent inefficace et sont à l'origine de pertes alimentaires importantes. La première mesure à prendre pour remédier à ces problèmes sera de déterminer et d'évaluer ces blocages avec précision.

88. Une évaluation de la chaîne d'approvisionnement réalisée durant la planification du présent PSP a permis de déterminer les besoins, comme suit:
- améliorer l'infrastructure pour mieux connecter les zones de production aux marchés;
 - disposer de davantage d'installations d'entreposage de meilleure qualité;
 - améliorer les capacités de la chaîne d'approvisionnement dans le domaine de la production alimentaire et de l'industrie de transformation;
 - appliquer les normes de sécurité sanitaire, d'hygiène et de traçabilité;
 - améliorer l'efficacité des organismes publics de passation de marchés et de distribution des aliments pour réduire l'instabilité des prix;
 - renforcer la participation et l'efficacité des sociétés tierces de logistique et des détaillants;
 - professionnaliser les métiers d'intermédiaires, de négociants, les coopératives de producteurs et les producteurs indépendants.
89. Le Gouvernement a demandé au PAM son appui pour faciliter l'accès du maïs ghanéen aux marchés régionaux. Le Ghana a le potentiel nécessaire pour devenir un pôle d'achat et de logistique du PAM et la capacité de produire des céréales, notamment des aliments nutritifs spécialisés tels que SuperCereal, mais cela exige des prix compétitifs et le respect de normes internationales de qualité. Il est donc indispensable d'investir dans la production rentable d'aliments nutritifs spécialisés fabriqués à partir de maïs et de fèves de soja; c'est l'un des objectifs de l'initiative de renforcement de la nutrition et des chaînes de valeur en 2017 dont l'effet direct stratégique 2 prendra le relais.
90. Le Gouvernement a également demandé au PAM de dispenser aux exploitants d'entrepôts une formation en gestion. Au titre de l'effet direct stratégique 2, le PAM renforcera l'appui qu'il fournit aux organisations d'agriculteurs, aux coopératives de producteurs, aux acheteurs agréés par le Gouvernement et aux exploitants d'entrepôts, dans les domaines de la manutention, de l'entreposage et de la gestion de la qualité des produits alimentaires. L'action actuellement menée par le Gouvernement pour installer des entrepôts modernes, bien équipés, dotés d'effectifs suffisants et convenablement gérés contribuera à améliorer la transparence, l'efficacité et la garantie de la qualité.

4.4 Capacité et profil du bureau de pays

91. Pour se préparer à la mise en œuvre du PSP, le bureau de pays veillera à ce que l'information circule régulièrement au sein du personnel, que l'organigramme du bureau soit adapté aux besoins du PSP, que tous les postes soient pourvus par des agents dotés des compétences requises et formés aux nouveaux systèmes, et que les modalités contractuelles soient mises à jour.
92. Plusieurs réformes seront mises en place: nationalisation des secteurs des finances et de l'administration, fusion des postes de Chef de programmes et Directeur de pays adjoint et renforcement des effectifs nationaux au sein du bureau de pays et des bureaux de terrain (plusieurs postes internationaux seront abolis et remplacés par des postes nationaux pourvus par des administrateurs nationaux qualifiés) pour gérer le renforcement des capacités des institutions nationales et développer l'appui technique apporté aux systèmes alimentaires, à la sécurité sanitaire des aliments, aux petits producteurs pour la gestion après récolte et aux chaînes d'approvisionnement. Des consultants seront recrutés localement pour faire face aux besoins ponctuels. Le bureau de pays instaurera une culture de la performance et pour ce faire, proposera des activités de formation et d'accompagnement personnalisé et clarifiera les rôles et responsabilités de chacun.

4.5 Partenariats

93. Le PAM s'emploiera à ce que les partenariats avec le Gouvernement, les organismes des Nations Unies, le secteur privé, la société civile et l'université soient complémentaires pour éviter les répétitions lors de l'instauration d'un environnement réglementaire, juridique et institutionnel propice à la sécurité alimentaire et nutritionnelle, l'éducation, la protection sociale et au développement agricole.
94. Le PAM coopérera avec l'UNICEF, l'Organisation mondiale de la Santé et le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) (effet direct stratégique 1), avec la FAO et le FIDA (effet direct stratégique 2), et avec le PNUD (effet direct stratégique 3). Parmi les initiatives conjointes des Nations Unies entreprises dans le cadre du PSP provisoire de transition – dont la poursuite dépendra de la durée des financements – on peut citer le programme pilote UNICEF/PAM/FNUAP pour l'établissement d'écoles modèles dans les régions du Nord, du Haut Ghana oriental et du Haut Ghana occidental et le projet pilote du PAM, du PNUD et de la FAO pour l'amélioration des systèmes d'alerte rapide.
95. S'agissant de la nutrition, l'approche du PAM axée sur les marchés exigera des producteurs locaux de produits transformés qu'ils améliorent la production, la sécurité sanitaire et la qualité des aliments nutritifs spécialisés et nécessitera la mise en place de chaînes d'approvisionnement efficaces. L'Agence ghanéenne de normalisation et l'Administration chargée du contrôle des produits alimentaires et pharmaceutiques veilleront au respect des normes de production nationales et internationales et le Service ghanéen de la santé utilisera des supports pédagogiques mis au point par l'UNICEF sur l'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants pour ses activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements.
96. Le Ministère du genre, de l'enfance et de la protection sociale, le Ministère de la santé et le Service ghanéen de la santé intégreront les bons d'achat d'aliments nutritifs spécialisés du PAM dans le programme LEAP et des instituts universitaires effectueront des recherches sur les effets de cette initiative; l'UNICEF dirigera les activités de plaidoyer en faveur de l'inclusion de la nutrition dans les programmes de protection sociale.
97. Pour ce qui est des systèmes alimentaires, le Ministère de l'alimentation et de l'agriculture sera le partenaire principal du PAM. Celui-ci collaborera avec les autres organismes ayant leur siège à Rome et avec l'Alliance pour une révolution verte en Afrique pour élaborer des programmes complémentaires visant à réduire les pertes après récolte et améliorer la production alimentaire. Les groupes de femmes recevant une aide pour l'amélioration des farines composées se verront dispenser des formations complémentaires dans le cadre du programme de la FAO destiné à encourager la variété de l'alimentation des femmes dans la chaîne de valeur alimentaire.
98. Le PAM collaborera avec l'administration des marchés publics et la NAFCO pour ouvrir l'accès des petits producteurs aux marchés. Les activités menées avec l'Agence ghanéenne de normalisation sensibiliseront au respect des normes, poids et mesures. Des partenariats avec des organisations de la société civile telles que l'Association paysanne contribueront à plaider en faveur de la sécurité alimentaire et nutritionnelle auprès des petits producteurs. Le PAM coopérera avec l'Organisation nationale de gestion des catastrophes, le Ministère de l'alimentation et de l'agriculture, la Mutuelle panafricaine de gestion des risques et d'autres pour associer l'imagerie satellitaire aux données sur les cours du marché et la sécurité alimentaire en vue d'améliorer les systèmes d'alerte rapide.

5. Gestion de la performance et évaluation

5.1 Modalités de suivi et d'évaluation

99. Le bureau de pays mettra au point un plan et un budget de suivi et d'évaluation tenant compte de la problématique hommes-femmes³⁷; ce plan fournira des données ventilées par sexe et par âge et sera axé sur les analyses de la problématique hommes-femmes, l'efficacité, l'efficacités et la reddition de comptes. Chaque effet direct stratégique fera l'objet d'un suivi réalisé tous les ans avec les partenaires concernés. Les résultats seront publiés tous les trimestres et lors des réunions que tiennent périodiquement les intervenants et le comité de pilotage.
100. L'équipe de suivi et d'évaluation encouragera l'utilisation de technologies de collecte des données telles que le système de collecte et d'analyse des données utilisant la téléphonie mobile, la solution Open data kit et les systèmes d'information géographique pour la cartographie et fera en sorte que tous les indicateurs soient conformes au Cadre de résultats institutionnels pour 2017-2021; le personnel du PAM, les contrôleurs sur le terrain et les partenaires recevront une formation dans ces domaines. Les données collectées dans le cadre des activités régulières de suivi de la performance tenant compte de la problématique hommes-femmes seront analysées et publiées dans des rapports annuels; elles seront complétées par des données sur le suivi des cours du marché, permettant ainsi de fixer la valeur des transferts de type monétaire, et par un système d'alerte et de traçabilité pour les petits exploitants et les producteurs industriels de produits transformés.
101. Le Bureau de l'évaluation effectuera une évaluation indépendante du portefeuille de pays en 2022 pour faire le bilan de la performance et des résultats du PSP et guider l'orientation future de l'action du PAM. Elle sera complétée par une évaluation à mi-parcours et deux évaluations décentralisées, dont l'une comparera le rapport coût-efficacité des transferts uniquement monétaires à celui des distributions de bons dans le contexte de la fourniture d'aliments nutritifs spécialisés, et l'autre dressera le bilan final de l'initiative de renforcement de la nutrition et des chaînes de valeur.
102. Toutes les activités bénéficiant de l'aide du PAM tiendront compte des questions de protection et de responsabilité à l'égard des populations touchées. Des indicateurs spécifiques ont été ajoutés au cadre logique et un dispositif de remontée de l'information provenant des bénéficiaires mis en place en 2016 et doté d'effectifs plurilingues permettra de donner suite aux problèmes soulevés par les bénéficiaires et les partenaires.

5.2 Gestion des risques

Risques contextuels

103. Les changements climatiques risquant d'exacerber la fréquence et l'intensité des catastrophes naturelles, les effets directs stratégiques 2 et 3 ont pour but de renforcer la résilience à long terme et d'améliorer les systèmes alimentaires. Les activités au titre de l'effet direct stratégique 3 visent à aider les institutions nationales et locales à cartographier les populations exposées à l'insécurité alimentaire et à risque pour mieux faire face aux catastrophes. Le PAM continuera de soutenir l'action menée par l'Organisation nationale de gestion des catastrophes pour assurer la sécurité alimentaire et le bon fonctionnement du système d'alerte rapide afin de gérer ces risques.

³⁷ Le suivi du processus de routine prévu dans le plan comprend un suivi régulier par contact avec les bénéficiaires, un suivi périodique post-distribution et un suivi de routine des données sur la santé infantile dans le cadre du programme de prévention du retard de croissance mis en oeuvre par le Service ghanéen de la santé au moyen d'une méthode de collecte et d'analyse des données utilisant la téléphonie mobile.

104. Parmi les risques contextuels figurent les inégalités entre les sexes qui sont persistantes et systémiques, la dépréciation du *Cedi*, la monnaie ghanéenne, la fluctuation des prix et la hausse des coûts du transport. Ces facteurs pourraient affecter les transferts aux bénéficiaires, les prévisions budgétaires et les financements. La valeur des transferts a été calculée sur la base des taux d'inflation moyens; les données sur les cours des marchés feront l'objet d'une surveillance régulière qui permettra d'ajuster les valeurs lorsque le besoin s'en fera sentir.

Risques institutionnels

105. La feuille de route intégrée est un concept relativement nouveau qui exige des compétences nouvelles. Le dernier cadre de financement préconise une stratégie de mobilisation des ressources agressive, notamment pour les programmes de développement mis en œuvre dans des pays à revenu intermédiaire, si bien qu'une mobilisation de fonds en temps voulu peut s'avérer problématique. Pour atténuer ces difficultés, le bureau de pays se concertera avec le Siège pour mobiliser les ressources et veillera à organiser régulièrement à l'intention de tout le personnel les formations techniques nécessaires à la mise en œuvre de la feuille de route intégrée.
106. Le PAM pourrait donner l'impression de se concentrer sur deux des 17 ODD et donc d'avoir tendance à ne pas collaborer avec les partenaires des ODD sur la santé, l'éducation et l'égalité des sexes; il s'attachera donc, durant des discussions interorganisations ou autres, à mettre en lumière les liens établis avec les autres ODD concernés.

Risques programmatiques

107. Les remaniements ministériels risquent de retarder la mise en œuvre: en effet, les ministres entrants doivent parfois resigner des accords et des mémorandums d'entente, ce qui, par voie de conséquence, pourrait compromettre l'engagement du Gouvernement envers les programmes en cours. Le PAM collaborera donc avec l'Unité de coordination du système des Nations Unies sise au Ministère des finances pour veiller à ce que la documentation soit bien à jour dans les ministères concernés.

6. Des ressources axées sur les résultats

6.1 Budget de portefeuille de pays

TABLEAU 5: BUDGET DE PORTEFEUILLE DE PAYS (en dollars)							
Effet direct stratégique	2019	2020	2021	2022	2023	Total	% du budget total
1	4 925 244	4 423 069	4 644 459	4 466 532	4 640 519	23 099 822	32
2	5 171 933	7 517 461	5 909 492	7 355 053	3 448 252	29 402 191	41
3	4 832 572	2 576 213	2 345 607	2 755 662	2 080 452	14 590 504	20
4	1 171 097	1 393 171	898 262	684 455	808 069	4 955 055	7
Total	16 100 846	15 909 913	13 797 819	15 261 702	10 977 292	72 047 570	100
% par an	22	22	19	21	15	100	

108. Le budget du PSP, d'un montant de 72 047 570 dollars, est comparable à celui du programme de pays 200247 (2012-2016). Le volet de renforcement des capacités représente 80 pour cent du total et les transferts directs au titre de l'effet direct stratégique 1, 20 pour cent. Les effets directs stratégiques 1, 3 et 4 comptent pour 59 pour cent du budget et sont financés à 80 pour cent les deux premières années. L'effet direct stratégique 2, qui

représente 41 pour cent du budget, est lui aussi financé à 80 pour cent les deux premières années. Les dépenses consacrées à la promotion de l'égalité des sexes, notamment au titre des effets directs stratégiques 1 et 2, correspondent à 13 pour cent du total.

6.2 Perspectives de financement

109. Selon le budget du PSP, le coût moyen annuel des cinq activités mises en œuvre au titre des quatre effets directs stratégiques s'élève à 14 millions de dollars. Le Gouvernement s'est récemment acquitté de ses contributions de contrepartie en espèces couvrant les huit dernières années d'engagements et est résolu à verser ses contributions chaque année.
110. Durant les discussions avec les donateurs au Ghana, ceux-ci ont renouvelé leur engagement à financer le programme de nutrition, y compris le renforcement des capacités du secteur privé à produire et commercialiser des aliments nutritifs spécialisés. Ils sont impatients de voir ce modèle reproduit ailleurs.
111. Certains nouveaux donateurs potentiels ont manifesté leur intérêt à financer des programmes conjoints avec le Gouvernement, qui, à son tour, reconnaît l'expertise du PAM en matière de systèmes alimentaires et a demandé son assistance dans les domaines de l'entreposage, de la manutention et de l'accès aux marchés.
112. Les donateurs devraient mettre les fonds nécessaires à disposition du PSP dans la mesure où celui-ci est conforme au Cadre de partenariat des Nations Unies pour le développement durable et aux priorités nationales qui visent à faire évoluer les programmes économiques et sociaux pour que le Ghana n'ait plus besoin d'aide à l'avenir. Ces attentes du Gouvernement ont été exprimées lors des différentes consultations menées au cours du processus de formulation du PSP.

6.3 Stratégie de mobilisation des ressources

113. Le PAM compte pouvoir mobiliser les ressources nécessaires à la réalisation des quatre effets directs stratégiques; il a déjà trouvé les financements pour la première année et une partie de la deuxième. Les financements devraient provenir essentiellement:
 - de contributions du Gouvernement;
 - de contributions de donateurs traditionnels tels que le Canada et le Japon qui financent déjà des programmes;
 - d'une mobilisation conjointe des ressources auprès du Gouvernement et des donateurs potentiels;
 - d'institutions internationales de financement telles que la Banque africaine de développement et la Banque mondiale; et
 - d'une mobilisation conjointe des ressources avec les organismes ayant leur siège à Rome pour les systèmes alimentaires et avec l'UNICEF pour la nutrition.

ANNEXE I

CADRE LOGIQUE DU PLAN STRATÉGIQUE DE PAYS ÉTABLI POUR LE GHANA (2019-2023)

But stratégique 1: Aider les pays à atteindre l'objectif Faim zéro

Objectif stratégique 2: Améliorer la nutrition

Résultat stratégique 2: Personne ne souffre de malnutrition

Effet direct stratégique 1: L'état nutritionnel des populations vulnérables, notamment celui des enfants et des femmes en âge de procréer, s'améliore dans les régions où le nombre d'enfants souffrant de retard de croissance est le plus élevé, pour atteindre les cibles nationales d'ici à 2025

Catégorie d'effet direct correspondante:
Amélioration de la consommation de produits alimentaires de qualité et riches en nutriments chez les personnes ciblées

Domaine d'action privilégié: causes profondes

Hypothèses

Les financements sont disponibles, ainsi que l'engagement du Gouvernement et des partenaires

Indicateurs d'effet direct

Indice des stratégies de survie fondé sur la consommation (pourcentage de ménages dont l'indice des stratégies de survie est en baisse)

Score de consommation alimentaire – nutrition

Part des dépenses consacrées à l'alimentation

Seuil minimal de diversité du régime alimentaire – femmes

Proportion d'enfants âgés de 6 à 23 mois recevant l'apport alimentaire minimum acceptable

Proportion de la population remplissant les conditions pour bénéficier du programme qui y participe effectivement (couverture)

Proportion de la population cible participant à un nombre suffisant de distributions (observance)

Activités et produits

1. Fournir une aide monétaire et des bons pour des aliments nutritifs spécialisés et/ou des produits frais riches en micronutriments destinés aux enfants âgés de 6 à 23 mois, aux adolescentes et aux femmes enceintes et allaitantes en situation de vulnérabilité dans le cadre des programmes de filets de sécurité du Gouvernement, et aider le Service ghanéen de la santé à assurer les activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements pour promouvoir une alimentation saine dans les zones très touchées par la malnutrition (Prévention de la malnutrition)

Dans les zones où le nombre d'enfants souffrant de retard de croissance est le plus élevé, les filles et les femmes enceintes et allaitantes, les adolescentes et les personnes accompagnant les enfants âgés de 6 à 23 mois ainsi que leur famille bénéficient des activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements menées par le Service ghanéen de la santé (E: Activités de sensibilisation et d'éducation réalisées)

Dans les zones où les taux de retard de croissance et d'anémie sont les plus forts, les filles et les femmes enceintes et allaitantes, les adolescentes et les enfants âgés de 6 à 23 mois en situation de vulnérabilité, pris en charge par les programmes de filets de sécurité du Gouvernement, reçoivent des bons électroniques pour l'achat d'aliments riches en nutriments visant à prévenir la malnutrition, notamment des aliments nutritifs spécialisés produits localement (A: Ressources transférées)

Dans les zones où les taux de retard de croissance et d'anémie sont les plus forts, les filles et les femmes enceintes et allaitantes, les adolescentes et les enfants âgés de 6 à 23 mois en situation de vulnérabilité, pris en charge par les programmes de filets de sécurité du Gouvernement, reçoivent des bons électroniques pour l'achat d'aliments riches en nutriments visant à prévenir la malnutrition, notamment des aliments nutritifs spécialisés produits localement (B: Aliments nutritifs fournis)

Objectif stratégique 3: Assurer la sécurité alimentaire

Résultat stratégique 4: Les systèmes alimentaires sont durables

Effet direct stratégique 2: D'ici à 2030, les populations et communautés ciblées bénéficient de systèmes alimentaires plus efficaces, inclusifs et résilients qui renforcent les chaînes de valeur pour la nutrition

Catégorie d'effet direct correspondante:
Appui à des fonctions et services commerciaux de production alimentaire ouverts à tous

Tient compte de la nutrition

Domaine d'action privilégié: renforcement de la résilience

Hypothèses

Les financements sont disponibles, ainsi que l'engagement du Gouvernement et des partenaires

Indicateurs d'effet direct

Indice des stratégies de survie fondé sur la consommation (pourcentage de ménages dont l'indice des stratégies de survie est en baisse)

Score de consommation alimentaire

Part des dépenses consacrées à l'alimentation

Pourcentage d'accroissement de la production d'aliments de qualité riches en nutriments

Pourcentage de non-exécution des contrats d'achats du PAM comportant des dispositions favorables aux petits exploitants

Pourcentage de petits exploitants vendant leur production par l'intermédiaire de systèmes de regroupement de la production appuyés par le PAM

Pourcentage de petits exploitants ciblés faisant état d'une augmentation de la production de cultures nutritives, ventilé par sexe

Proportion de pertes après récolte

Valeur et quantité des produits vendus avantageusement par les petits exploitants par l'intermédiaire de systèmes de regroupement de la production appuyés par le PAM

Quantité d'aliments nutritifs spécialisés produits par les transformateurs appuyés

Activités et produits

3. Associer les petits exploitants au programme Un district, un entrepôt en leur proposant une formation et de l'équipement pour minimiser les pertes après récolte, leur permettre de passer les contrôles de la qualité et faciliter les liens commerciaux avec les producteurs d'aliments transformés et les clients institutionnels (Appui aux marchés agricoles au profit des petits exploitants)

Les petits exploitants bénéficient d'une amélioration de la gestion des stocks des entrepôts dans le cadre du programme Un district, un entrepôt pour réduire les pertes après récolte (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

Les petits exploitants ciblés voient leurs revenus et leurs moyens d'existence s'améliorer grâce à l'augmentation de leurs ventes auprès des marchés publics et des producteurs d'aliments nutritifs spécialisés transformés (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

Les petits exploitants ciblés voient leurs revenus et leurs moyens d'existence s'améliorer grâce à l'augmentation de leurs ventes auprès des marchés publics et des producteurs d'aliments nutritifs spécialisés transformés (F: Achats effectués auprès de petits exploitants)

Grâce à l'introduction de silos hermétiques et à une amélioration des opérations de manutention après récolte, les petits exploitants ciblés peuvent réduire leurs pertes après récolte (F: Achats effectués auprès de petits exploitants)

2. Fournir un appui technique à la production industrielle et artisanale de farine enrichie et en matière de sécurité sanitaire et d'assurance-qualité des produits alimentaires (Renforcement des capacités institutionnelles)

Les populations ciblées bénéficient des capacités renforcées des producteurs industriels et artisanaux d'aliments transformés qui leur permettent d'avoir davantage accès à des aliments nutritifs spécialisés à des prix abordables et à de la farine salubre moulue et composée (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

Les populations ciblées bénéficient des capacités renforcées des producteurs industriels et artisanaux d'aliments transformés qui leur permettent d'avoir davantage accès à des aliments nutritifs spécialisés à des prix abordables et à de la farine salubre moulue et composée (L: Investissements consacrés à l'infrastructure et à l'équipement appuyés)

But stratégique 2: Nouer des partenariats pour faciliter la mise en œuvre des ODD

Objectif stratégique 4: Appuyer la mise en œuvre des ODD

Résultat stratégique 5: Les pays ont des capacités renforcées pour mettre en œuvre les ODD

Effet direct stratégique 3: D'ici à 2030, la capacité des institutions locales et nationales de cibler et gérer les programmes de sécurité alimentaire, de nutrition et de protection sociale est renforcée

Catégorie d'effet direct correspondante:
Renforcement de la capacité des institutions et systèmes publics et privés, y compris les intervenants locaux, à recenser, cibler et secourir les populations en situation d'insécurité alimentaire et de vulnérabilité sur le plan nutritionnel

Domaine d'action privilégié: causes profondes

Hypothèses

Les financements sont disponibles, ainsi que l'engagement du Gouvernement et des partenaires

Indicateurs d'effet direct

Score de capacité Faim zéro

Activités et produits

4. Apporter un appui technique, notamment dans le cadre de la coopération Sud-Sud, au programme national de repas scolaires, au Ministère de l'alimentation et de l'agriculture, à l'Organisation nationale de gestion des catastrophes, à l'Administration chargée du contrôle des produits alimentaires et pharmaceutiques pour optimiser la qualité nutritionnelle des repas scolaires, le suivi de la sécurité alimentaire, les systèmes d'alerte rapide, la réduction des risques de catastrophes et la préparation aux situations d'urgence, la sécurité sanitaire et la qualité des aliments et les directives pour une alimentation saine issue de la production locale (Renforcement des capacités institutionnelles)

La population bénéficie d'un suivi renforcé de la sécurité alimentaire et de la nutrition intégré au système d'alerte rapide, lesquels facilitent une prompt organisation des secours de la part du Gouvernement en cas de crise (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

La population bénéficie d'exercices d'évaluation et de cartographie des groupes vulnérables et exposés à l'insécurité alimentaire menés récemment pour améliorer l'accès aux services de protection sociale (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

La population bénéficie du renforcement des capacités de l'Administration chargée du contrôle des produits alimentaires et pharmaceutiques dans les domaines des contrôles de sécurité sanitaire et de l'étiquetage des produits nutritifs pour garantir l'accès à une alimentation saine de bonne qualité (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

La population bénéficie de l'intensification des travaux de recherche sur les produits locaux et de meilleures directives visant à améliorer les pratiques nutritionnelles (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

Les élèves bénéficient des capacités renforcées du programme national de repas scolaires qui est à même de fournir des repas scolaires nutritifs préparés avec des produits locaux (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

Résultat stratégique 6: Les politiques appuyant le développement durable sont cohérentes

Effet direct stratégique 4: L'action menée par le Gouvernement pour éliminer la faim d'ici à 2030 est soutenue par des campagnes de sensibilisation et des cadres d'action cohérents

Catégorie d'effet direct correspondante:
Appui aux processus de réformes de fond inclusifs et durables en matière de sécurité alimentaire et de nutrition

Domaine d'action privilégié: causes profondes

Hypothèses

Les financements sont disponibles, ainsi que l'engagement du Gouvernement et des partenaires

Indicateurs d'effet direct

Nombre de plans, de politiques, de règlements ainsi que de textes de loi et de programmes, nouveaux ou améliorés, approuvés en vue d'être mis en œuvre à l'appui de l'amélioration de la sécurité alimentaire et de la nutrition

Proportion de secteurs et d'entités gouvernementales ciblés participant aux examens stratégiques nationaux Faim zéro

Activités et produits

5. Plaider pour la promulgation et l'application de politiques et de textes législatifs sur l'alimentation scolaire, l'égalité entre les sexes, la nutrition, la sécurité sanitaire des aliments, les poids, mesures et normes relatifs aux aliments, ainsi que sur la passation de marchés publics et l'appui aux marchés favorables aux petits producteurs (Renforcement des capacités institutionnelles)

La population bénéficie des campagnes de sensibilisation à la dimension nutritionnelle de l'agriculture menées dans le cadre du programme Un village, un barrage, pour améliorer l'accès à des aliments nutritifs (J: Réformes de fond identifiées/préconisées)

La population bénéficie de programmes de protection sociale à dimension nutritionnelle et tenant compte de la problématique hommes-femmes qui satisfont ses besoins alimentaires et nutritionnels de base (J: Réformes de fond identifiées/préconisées)

La population bénéficie de l'appui apporté aux institutions nationales pour l'élaboration d'une politique nutritionnelle visant la parité hommes-femmes et de textes législatifs régissant les repas scolaires qui répondent à ses besoins alimentaires et nutritionnels de base (J: Réformes de fond identifiées/préconisées)

Les petits exploitants bénéficient de l'assistance technique et de l'appui aux politiques fournis au Gouvernement et au secteur privé pour mettre en place un système efficace de récépissés d'entrepôt (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

Les petits exploitants bénéficient de politiques et de procédures de passation de marchés publics qui leur sont favorables et leur permettent d'accroître leurs revenus (J: Réformes de fond identifiées/préconisées)

But stratégique 1: Aider les pays à atteindre l'objectif Faim zéro**C.1. Les populations touchées sont en mesure de tenir le PAM et ses partenaires comptables pour ce qui est de répondre à leurs besoins alimentaires en tenant compte de leurs avis et de leurs préférences****Résultats transversaux**

C.1.1 Proportion de personnes bénéficiant d'une assistance informées au sujet du programme (qui en sont les bénéficiaires, ce qu'ils vont recevoir, quelle est la durée de l'assistance)

C.1.2 Proportion d'activités pour lesquelles les avis donnés en retour par les bénéficiaires sont consignés, analysés et pris en compte pour améliorer les programmes

C.2. Les populations touchées sont en mesure de bénéficier des programmes du PAM d'une manière qui assure et renforce leur sécurité, leur dignité et leur intégrité**Résultats transversaux**

C.2.1 Proportion de personnes ciblées ayant accès à l'assistance sans se heurter à des problèmes de protection

C.3. L'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes progressent au sein des populations bénéficiant de l'assistance du PAM**Résultats transversaux**

C.3.1 Proportion de ménages au sein desquels les décisions quant à l'utilisation des produits alimentaires, des espèces ou des bons sont prises par la femme, par l'homme ou par les deux, ventilée par modalité de transfert

C.3.2 Proportion de femmes parmi les membres des entités prenant les décisions concernant l'assistance alimentaire (comités, conseils, équipes, etc.)

C.3.3 Type de transfert (vivres, espèces, bons ou pas de rémunération) reçu par les personnes participant aux activités du PAM, ventilé par sexe et type d'activité

C.4. Les communautés ciblées tirent profit des programmes du PAM sans que cela nuise à l'environnement**Résultats transversaux**

C.4.1 Proportion d'activités pour lesquelles les risques écologiques ont été évalués et des mesures d'atténuation définies, selon que de besoin

ANNEXE II

VENTILATION INDICATIVE DES COÛTS, PAR EFFET DIRECT STRATÉGIQUE (en dollars)					
	Résultat stratégique 2	Résultat stratégique 4	Résultat stratégique 5	Résultat stratégique 6	Total
	Effet direct stratégique 1	Effet direct stratégique 2	Effet direct stratégique 3	Effet direct stratégique 4	
Transferts	16 698 781	19 847 955	10 184 363	3 299 370	50 030 469
Coûts de la mise en œuvre	2 482 444	4 649 766	1 967 491	826 784	9 926 486
Coûts d'appui directs	2 508 748	3 109 968	1 548 150	526 479	7 693 345
Total partiel	21 689 974	27 607 689	13 700 004	4 652 634	67 650 301
Coûts d'appui indirects	1 409 848	1 794 500	890 500	1	4 397 270

Liste des sigles utilisés dans le présent document

FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FIDA	Fonds international de développement agricole
FNUAP	Fonds des Nations Unies pour la population
LEAP	Programme de lutte contre la pauvreté par la promotion des moyens de subsistance
NAFCO	Compagnie nationale chargée du stock régulateur de produits alimentaires
ODD	objectif de développement durable
PCPDES	Programme concerté des politiques de développement économique et social
PIB	produit intérieur brut
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PSP	plan stratégique de pays
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance